

ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE  
LE CANADA ET ISRAEL

Communication des Parties à l'Accord

Les Missions permanentes du Canada et d'Israël ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1er octobre 1996, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres de l'OMC.

La Mission permanente du Canada et la Mission permanente d'Israël tiennent à informer les Membres de l'OMC que leurs autorités ont achevé les négociations en vue de l'établissement d'un accord de libre-échange. L'Accord est actuellement présenté à leurs organes législatifs respectifs pour ratification. Son entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 1997.

Dès que l'Accord sera ratifié, le Canada et Israël présenteront une notification au Conseil du commerce des marchandises conformément au paragraphe 7 a) de l'article XXIV du GATT de 1994 et au Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994.

On trouvera ci-après une brève description de la teneur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël.

RESUME DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE  
ENTRE LE CANADA ET ISRAEL

La principale caractéristique de l'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël est l'élimination d'une grande partie des droits sur les marchandises canadiennes et israéliennes. A deux exceptions près, tous les droits frappant les produits industriels sont supprimés dès la mise en oeuvre de l'Accord. L'ensemble des concessions tarifaires concernant l'agriculture et la pêche visent une large gamme de produits qui présentent un intérêt à l'exportation pour les deux pays, et représentent environ 80 pour cent des échanges actuels de produits agro-alimentaires entre les deux Parties.

D'autres aspects des échanges commerciaux continueront d'être régis par les droits et obligations existant dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC): traitement national, obstacles non tarifaires, obstacles techniques, admission temporaire des hommes et des femmes d'affaires, commerce des services, mesures concernant les investissements et liées au commerce, marchés publics, subventions et droits compensateurs, droits antidumping et droits de propriété intellectuelle.

La date prévue pour la mise en oeuvre de l'Accord est le 1er janvier 1997.

Droits de douane: produits industriels

- A deux exceptions près, tous les droits sur les produits industriels d'origine canadienne et israélienne sont supprimés immédiatement.
- Les deux exceptions sont le droit perçu par le Canada sur les maillots, culottes et slips de bain pour femmes et le droit perçu par Israël sur certains tissus de coton, qui seront éliminés progressivement dans un délai de deux ans et demi.
- Les droits sur les produits réparés ou modifiés dans l'autre Partie sont également éliminés.

Droits de douane: produits agricoles et produits de la pêche

- L'admission en franchise de droits ou à des taux de droits faibles est prévue pour les produits suivants qui présentent un intérêt à l'exportation pour le Canada et Israël: céréales, produits à base de céréales, graines oléagineuses, légumineuses, certains produits frais, viande de boeuf, sucre d'érable, produits contenant du sucre, boissons alcooliques et divers produits alimentaires transformés.
- Les produits laitiers, les produits à base de viande de volaille et à base d'oeufs, dont l'offre est régulée, ne sont pas visés par l'élimination des droits prévue dans l'Accord.
- Les Parties reprendront les discussions dans les deux ans en vue de poursuivre la libéralisation du commerce des produits agro-alimentaires.

Règles d'origine

- Les règles d'origine reposent sur des changements de classification tarifaire effectués conformément au Système harmonisé de classification tarifaire.
- Les règles d'origine sont, dans l'ensemble, moins restrictives que celles qui sont prévues dans l'Accord de libre-échange nord-américain et tiennent compte de la structure et du degré d'ouverture des économies canadienne et israélienne.
- Etant donné que le Canada et Israël ont conclu des accords de libre-échange avec les Etats-Unis, les matières fabriquées aux Etats-Unis seront, dans des circonstances précises, considérées comme des intrants originaires lorsqu'elles serviront à produire au Canada des marchandises destinées à être exportées vers Israël et à produire en Israël des marchandises destinées à être exportées vers le Canada.
- L'Accord de libre-échange autorisera également certaines transformations mineures de marchandises par ailleurs originaires qui sont en transit aux Etats-Unis. Ces transformations se limiteront à des procédés accessoires - par exemple, opérations mineures de décoration, de conditionnement ou de nettoyage - et seront autorisées une fois que les Parties auront établi les procédures de vérification appropriées.
- Les règles d'origine seront réexaminées dans deux ans en vue d'éventuelles améliorations.

Mesures d'urgence: sauvegardes

- Pendant deux ans et demi à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord, une Partie pourra prendre une mesure de sauvegarde bilatérale si, par suite de l'élimination des droits, les importations d'une marchandise en provenance de l'autre Partie sont une cause substantielle de dommage grave.
- Toute mesure de sauvegarde globale prise par une Partie ne s'appliquerait à l'autre Partie que dans des conditions rigoureusement définies.

Obstacles non tarifaires, traitement national, obstacles techniques, mesures sanitaires et phytosanitaires, mesures concernant les investissements et liées au commerce, admission temporaire d'hommes et de femmes d'affaires, mesures antidumping, subventions et droits compensateurs, marchés publics

- Ces domaines continuent d'être régis par les droits et obligations existant dans le cadre de l'OMC.
- Les restrictions commerciales quantitatives et autres obstacles non tarifaires à l'importation ou à l'exportation ne sont pas autorisés, sauf disposition contraire expresse de l'Accord (par exemple, restrictions provinciales à l'exportation concernant les grumes et le poisson).

Politique en matière de concurrence

- L'Accord contient des dispositions relatives au droit de la concurrence et à la politique en matière de concurrence, qui traitent des mesures anticoncurrentielles et monopolistiques prises par des entités des secteurs public et privé.

Règlement des différends

- L'Accord prévoit une procédure contraignante de règlement des différends faisant intervenir des groupes spéciaux.